

Art. 17. Les sommes dues au titre de la garantie de bonne fin sont liquidées sur production, par le prêteur, du décompte de la perte subie.

L'Administration de la Taxe à la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines peut, à la demande du Ministre ayant le logement dans ses attributions, procéder, en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949, au recouvrement des sommes payées par l'Etat en vertu de sa garantie de bonne fin.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 18. L'arrêté royal du 10 août 1967 instituant des mesures d'encouragement à l'assainissement de logements insalubres améliorables, modifié par les arrêtés royaux des 14 juillet 1969, 28 octobre 1971, 17 avril 1972, 2 juillet 1973, 27 juillet 1973 et 28 décembre 1973 est abrogé pour la région flamande.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1975.

Art. 20. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires flamandes et Notre Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire et au Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 14 août 1975.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

Le Ministre des Affaires flamandes,

Mme/Mevr. R. DE BACKER-VAN OCKEN

Le Secrétaire d'Etat
à l'Aménagement du Territoire et au Logement,

L. DHOORE

Art. 17. De als waarborg voor goede afloop verschuldigde sommen worden vereffend tegen overlegging, door de uitlener, van de afrekening van het geleden verlies.

De administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen mag, op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949, de sommen invorderen die door de Staat in uitvoering van zijn waarborg werden betaald.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 18. Het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende maatregelen waarbij de sanering van verbeterbare ongezonde woningen wordt aangemoedigd, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 juli 1969, 28 oktober 1971, 17 april 1972, 2 juli 1973, 27 juli 1973 en 28 december 1973 wordt opgeheven wat het Vlaamse gewest betreft.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1975.

Art. 20. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Vlaamse Aangelegenheden en Onze Staatssecretaris voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 14 augustus 1975.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,

De Staatssecretaris

De Minister van Vlaamse Aangelegenheden,

voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,

L. DHOORE

MINISTRE DES AFFAIRES FLAMANDES, SECRETAIRE D'ETAT A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET AU LOGEMENT, MINISTERE DES FINANCES ET MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

14 AOUT 1975. — Arrêté royal concernant l'octroi de primes à la construction pour la construction ou l'acquisition de logements dans la région flamande

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code du logement annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et approuvé par la loi du 2 juillet 1971, notamment les articles 46 et 48 à 50;

Vu la loi du 1er août 1974 créant des institutions régionales, à titre préparatoire à l'application de l'article 107quater de la Constitution, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1974 organique des Comités ministériels des affaires régionales, notamment l'article 2;

Considérant que la situation économique et la hausse importante du coût de la construction exigent une adaptation de l'aide financière qui est accordée aux personnes de condition modeste, désireuses de construire ou d'acquérir un logement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances en date du 14 juillet 1975;

Vu la délibération du Comité ministériel des Affaires flamandes en date du 30 juillet 1975;

MINISTER VAN VLAAMSE AANGELEGENHEDEN, STAATSSECRETARIS VOOR RUIMTELIJKE ORDENING EN HUISVESTING, MINISTERIE VAN FINANCIEN EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

14 AUGUSTUS 1975. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van bouwpremies voor het oprichten of het verwerven van woningen in het Vlaamse gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en goedgekeurd bij de wet van 2 juli 1971, inzonderheid op de artikelen 46 en 48 tot 50;

Gelet op de wet van 1 augustus 1974, tot oprichting van gewestelijke instellingen, in voorbereiding van de toepassing van artikel 107quater van de Grondwet, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 november 1974 tot organisatie van de Ministeriële Comités voor de gewestelijke aangelegenheden, inzonderheid op artikel 2;

Overwegende dat de economische toestand en de sterke stijging van de bouwkosten een aanpassing vereisen van de financiële hulp aan minder-gegoeden die een woning wensen op te richten of te verwerven;

Gelet op het akkoord van de Inspecteur van Financiën van 14 juli 1975;

Gelet op de beslissing van het Ministerieel Comité voor Vlaamse Aangelegenheden van 30 juli 1975;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires flamandes et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire et au Logement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Aux conditions fixées par le présent arrêté, une prime à fonds perdus à la construction est instituée en faveur des particuliers qui, dans la région flamande, construisent ou font construire une maison ou un appartement pour leur compte et à leur usage ou en deviennent propriétaires dans les mêmes conditions en vertu d'une convention conclue avec le secteur privé, quelle que soit la nature ou la qualification de cette convention et pour autant que le logement n'ait jamais été occupé.

Art. 2. Définitions.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

— « logement », aussi bien la maison que l'appartement, lorsqu'ils sont destinés en ordre principal au logement d'une seule famille;

— « revenus », les revenus passibles de l'impôt des personnes physiques, soit du demandeur s'il est célibataire ou veuf ou divorcé, soit des deux conjoints si le demandeur est marié. Il n'est pas tenu compte des allocations familiales ou d'orphelins;

— « enfant à charge », l'enfant pour lequel des allocations familiales ou d'orphelins sont attribuées au demandeur ou à son conjoint à la date de la demande, ainsi que l'enfant pour lequel le demandeur ou son conjoint ne sont pas attributaires de telles allocations, mais que le Ministre ayant le logement dans ses attributions estime être effectivement à leur charge, s'ils en apportent la preuve.

Pour la détermination du nombre d'enfants à charge, est compté pour deux enfants, l'enfant qui est atteint à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

En outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur atteint au même degré d'une telle insuffisance ou diminution de capacité. Cette disposition est également applicable, dans les mêmes conditions, au conjoint du demandeur.

Art. 3. Conditions relatives à la demande.

§ 1er. La demande en obtention de la prime visée à l'article 1er doit, sous peine de nullité, être introduite sous pli recommandé auprès de l'Administration du Logement, au moyen du formulaire ad hoc délivré par cette administration.

La date de la demande est, au sens du présent arrêté, la date apposée par la poste sur le pli recommandé.

Pour être valable, la demande doit en outre être faite :

a) s'il s'agit de la construction d'un logement, après que le demandeur et/ou son conjoint ont obtenu la pleine propriété du terrain sur lequel il doit être bâti ou ont acquis, sur ce terrain, des droits suffisants pour pouvoir respecter les engagements stipulés à l'article 8 ou, s'il s'agit de l'acquisition d'un logement, après qu'ils ont acquis la pleine propriété de ce dernier;

b) avant l'occupation du logement.

§ 2. Toutefois, le Ministre ayant le logement dans ses attributions peut déroger au délai d'introduction de la demande fixé au § 1er, b, pour autant que le retard apporté à l'envoi de ladite demande soit imputable à un cas fortuit ou de force majeure.

§ 3. La demande ne peut être renouvelée qu'en égard aux conditions prévues au § 1er et pour autant que le demandeur ait fait connaître son intention de renouveler sa demande au moment de la production de l'attestation visée à l'article 10 au plus tard.

§ 4. Lorsqu'elle a trait à des travaux pouvant être assimilés à la construction d'un logement neuf, la demande introduite auprès de l'Administration du Logement en vue d'obtenir la prime d'assainissement instituée par l'arrêté royal du 14 août 1975 est également considérée comme une demande en obtention de la prime à la construction.

Art. 4. Conditions relatives au logement.

1° La superficie des pièces du logement qui sont exclusivement destinées à l'habitation ne peut dépasser dans l'ensemble 85 m², s'il s'agit d'une maison unifamiliale, et 65 m² s'il s'agit d'un appartement.

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, en inzonderheid op artikel 3, 1e lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Vlaamse Aangelegenheden en van Onze Staatssecretaris voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden wordt een bouwpremie om niet ingesteld ten voordele van particulieren die in het Vlaamse gewest voor eigen rekening en voor eigen gebruik een huis of een appartement bouwen of laten bouwen of er onder dezelfde voorwaarden de eigendom van verwerven krachtens een overeenkomst afgesloten met de privé-sector, welke ook de aard of de benaming weze van deze overeenkomst en in zoverre de woning voordien nooit bewoond werd.

Art. 2. Begripsbepalingen.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

— « woning », zowel huis als appartement wanneer ze hoofdzakelijk bestemd zijn voor de huisvesting van een enkel gezin;

— « inkomen », het aan de personenbelasting onderworpen inkomen, hetzij van de aanvrager indien hij ongehuwd, weduwnaar of uit de echt gescheiden is, hetzij van de twee echtgenoten indien de aanvrager gehuwd is. Er wordt geen rekening gehouden met de kinderbijslag of de wezenuitkering;

— « kind ten laste », het kind waarvoor op de datum van de aanvraag kinderbijslagen of wezentoelagen worden toegekend aan de aanvrager of aan zijn echtgenoot alsmede het kind waarvoor de aanvrager of zijn echtgenoot zulke bijslagen of toelagen niet genieten, maar waarvan de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort oordeelt dat het werkelijk te hunnen laste is, indien zij dat bewijzen.

Voor het bepalen van het aantal kinderen ten laste, wordt als twee kinderen aangerekend, het kind dat voor tenminste 66 t.h. getroffen is door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Als hebbende een kind ten laste wordt eveneens beschouwd de aanvrager die in dezelfde graad getroffen is door een dergelijke ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid. Deze bepaling is eveneens onder dezelfde voorwaarden van toepassing op de echtgenoot van de aanvrager.

Art. 3. Voorwaarden betreffende de aanvraag.

§ 1. De aanvraag tot het verkrijgen van de bij artikel 1 bedoelde premie moet, op straffe van nietigheid, per aangetekende zending worden ingediend bij het Bestuur voor de Huisvesting op het door dit bestuur afgegeven formulier ad hoc.

Als datum van de aanvraag in de zin van dit besluit geldt de door de postrijen op de aangetekende zending gestempelde datum.

Om geldig te zijn moet de aanvraag daarenboven geschieden :

a) nadat de aanvrager en/of zijn echtgenoot, ingeval van het oprichten van een woning, de volle eigendom van of voldoende rechten op het bouwterrein bekomen hebben om de bij artikel 8 bepaalde verbintenissen te kunnen naleven of, in geval van verwerving van een woning, de volle eigendom ervan bezitten.

b) vóór het betrekken van de woning.

§ 2. De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort kan evenwel afwijken van de in § 1 b) gestelde termijn voor het indienen van de aanvraag voor zover het laat overzenden van de aanvraag aan onvoorziebare omstandigheden of aan een geval van overmacht is toe te schrijven.

§ 3. Een aanvraag kan enkel worden hernieuwd met inachtneming van de in § 1 bepaalde voorwaarden en voor zover de aanvrager ten laatste bij het overleggen van het in artikel 10 bedoeld attest het inzicht heeft te kennen gegeven zijn aanvraag te hernieuwen.

§ 4. Wanneer ze betrekking heeft op werken die met de bouw van een nieuwe woning kunnen gelijkgesteld worden is ook als een aanvraag tot het verkrijgen van de bouwpremie te beschouwen, de aanvraag ingediend bij het Bestuur voor de Huisvesting met het oog op het verkrijgen van de saneringspremie, ingesteld bij het koninklijk besluit van 14 augustus 1975.

Art. 4. Voorwaarden betreffende de woning.

1° De oppervlakte der vertrekken, uitsluitend bestemd voor bewoning, mag in het geheel niet meer bedragen dan 85 m² indien het om een huis gaat en 65 m² indien het een appartement betreft.

Ce maximum est majoré de 10 m² :

a) pour chaque enfant célibataire du demandeur ou de son conjoint, et qui habite sous le même toit que le demandeur.

En outre, deux majorations de 10 m², sont accordées au demandeur qui est marié depuis moins de six ans, ou dont l'enfant dernier-né est âgé de moins de six ans à la date de la demande.

b) pour chacun des ascendants du demandeur ou de son conjoint, s'il cohabite avec le demandeur depuis six mois au moins.

2° La superficie totale du logement ne peut être supérieure de plus d'un tiers à la superficie des pièces visées au 1°.

La superficie totale est la somme des superficies de chaque niveau de l'habitation, mesurées entre faces intérieures des murs extérieurs.

N'interviennent pas dans le calcul de la superficie totale, les caves, les greniers non aménagés en pièces d'habitation, les annexes non habitables, le garage incorporé et les locaux à usage professionnel.

Lorsqu'une pièce déterminée de l'immeuble est destinée à l'exercice d'un commerce ou de la profession d'artisan, d'agriculteur ou d'horticulteur, il n'est pas tenu compte de la superficie de ce local pour l'attribution de la prime, pour autant que le demandeur administre la preuve de l'exercice de sa profession.

Si le demandeur est commerçant ou artisan, il doit prouver son inscription au registre du commerce ou de l'artisanat.

Si le demandeur est agriculteur ou horticulteur, il doit prouver l'exercice, à titre principal, de sa profession, par une attestation du contrôleur des contributions du ressort et motiver en outre la nécessité de l'utilisation, à des fins professionnelles, d'une pièce intérieure du logement.

Les modalités du calcul des superficies visées au présent article peuvent être déterminées par le Ministre ayant le logement dans ses attributions.

3° Les plans et les cahiers des charges doivent être établis conformément au règlement établi par le Ministre des Travaux publics, relativement aux conditions techniques minima que le logement doit réunir.

La réunion des conditions exigées au présent article doit être attestée par la direction provinciale compétente de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire.

4° Le Ministre ayant le logement dans ses attributions peut déroger aux conditions visées au 1° et 2° du présent article s'il l'estime nécessaire en raison du handicap dont est atteint le demandeur ou un membre de sa famille habitant sous le même toit.

Art. 5. Conditions de résidence.

Le demandeur doit résider depuis au moins un an en Belgique.

Art. 6. Conditions patrimoniales.

Ni le demandeur, ni son conjoint ne peuvent posséder entièrement un autre logement en propriété ou en usufruit.

Pour l'application de cette condition il n'est pas tenu compte des aliénations d'une partie de propriété ou d'usufruit réalisées par le demandeur ou son conjoint au cours des deux années précédant la demande de prime.

En outre, il est dérogé à cette condition en faveur du demandeur et de son conjoint :

1° lorsqu'ils occupent ce logement, qui est insalubre par surpeuplement ou insalubre par nature et non susceptible d'assainissement;

2° lorsqu'il s'agit d'un ou plusieurs logements situés sur le terrain à bâtir et pouvant être considérés comme insalubres conformément aux dispositions de l'alinéa 5, et qu'il est souscrit aux engagements identiques à ceux qui figurent sous b) de l'alinéa 6.

L'insalubrité par surpeuplement est établie par une attestation du Comité régional du logement du ressort, créé par l'arrêté royal du 6 mai 1958 instituant les comités régionaux du logement, modifié par l'arrêté royal du 19 juin 1959.

Le logement est considéré comme insalubre par nature et non susceptible d'assainissement si, en vue de la démolition de ce logement, le demandeur a été reconnu admissible au bénéfice de l'allocation instituée par l'arrêté royal du 10 août 1967 concernant l'octroi d'allocations pour la démolition d'habitations insalubres ou s'il est reconnu comme tel par le Comité régional du logement du ressort.

Dit maximum wordt met 10 m² verhoogd :

a) voor ieder ongehuwd kind van de aanvrager of van zijn echtgenoot, dat met hem onder hetzelfde dak woont.

Er worden bovendien twee verhogingen van 10 m² toegekend aan de aanvrager die minder dan zes jaar gehuwd is of wiens jongste kind nog geen zes jaar oud is op de datum van de aanvraag.

b) voor ieder ascendent van de aanvrager of van zijn echtgenoot, die ten minste zes maanden met de aanvrager onder hetzelfde dak woont.

2° De totale oppervlakte van de woning mag niet meer dan één derde groter zijn dan de oppervlakte der vertrekken waarvan sprake in 1°.

De totale oppervlakte is de som der oppervlakten op elk niveau van de woning, gemeten tussen de binnenwanden der buitenmuren.

Komen niet in aanmerking voor de berekening van de totale oppervlakte, de kelders, de zolders die niet als woonvertrekken zijn ingericht, de niet bewoonbare bijgebouwen, de ingelijfde autobergplaats, alsmede de beroepslokalen.

Indien een bepaald vertrek van de woning bestemd is voor de uitoefening van een handel of van het beroep van ambachtsman, land- en tuinbouwer, wordt de oppervlakte van dat vertrek niet in aanmerking genomen voor de toekenning van de premie, voor zover de aanvrager het bewijs levert dat hij zijn beroep uitoefent.

Is de aanvrager handelaar of ambachtsman, dan moet hij bewijzen dat hij in het ambachts- of handelsregister is ingeschreven.

Oefent de aanvrager het beroep van land- of tuinbouwer uit dan moet hij door middel van een attest, opgemaakt door de controleur der belastingen uit het amtsgebied, het bewijs leveren dat zulks zijn hoofdbedrijf uitmaakt, en daarenboven de redenen opgeven waaruit blijkt dat het gebruik van een binnenshuis gelegen vertrek voor beroepsdoeleinden noodzakelijk is.

De modaliteiten tot het berekenen der oppervlakten waarvan sprake is in dit artikel mogen worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort.

3° De plannen en bestekken moeten opgemaakt zijn overeenkomstig het reglement door de Minister van Openbare Werken uitgevaardigd tot vaststelling van de technische minimavoorwaarden waaraan de woning dient te voldoen.

Dat de voorwaarden gesteld bij 1°, 2° en 3° van dit artikel vervuld zijn moet blijken uit een attest opgemaakt door de bevoegde provinciale directie van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening.

4° De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort kan van de voorwaarden bedoeld in 1° en 2° van dit artikel afwijken indien hij het noodzakelijk acht wegens de handicap waardoor de aanvrager of een bij hem inwonend gezinslid getroffen is.

Art. 5. Voorwaarden betreffende het verblijf.

De aanvrager moet sedert tenminste een jaar zijn verblijf in België hebben.

Art. 6. Voorwaarden betreffende het bezit.

De aanvrager, noch zijn echtgenoot, mogen een andere woning volledig in eigendom of in vruchtgebruik hebben.

Voor de toepassing van deze voorwaarde wordt er geen rekening gehouden met de vervreemdingen door de aanvrager of zijn echtgenoot van een gedeelte van de eigendom of van het vruchtgebruik tijdens de twee jaar die de premieaanvraag voorafgaan.

Bovendien wordt van deze voorwaarde afgeweken ten voordele van de aanvrager en zijn echtgenoot wanneer :

1° zij deze woning, die ongezond wegens overbevolking of ongezond uiteraard is en niet vatbaar voor gezondmaking is, bewonen;

2° het gaat om een of meer op het bouwterrein gelegen woningen die als ongezond zijn te beschouwen overeenkomstig de bepalingen van het vijfde lid en dezelfde verbintenissen worden onderschreven als die vermeld onder b), van het zesde lid.

Het feit dat de woning ongezond is wegens overbevolking wordt vastgesteld door middel van een attest van het Gewestelijk Comité voor de Huisvesting uit het amtsgebied, opgericht bij koninklijk besluit van 6 mei 1958 houdende instelling van de gewestelijke comité's voor de Huisvesting, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juni 1959.

De woning wordt beschouwd als ongezond uiteraard en niet vatbaar voor gezondmaking wanneer de aanvrager voor het slopen van deze woning toelaatbaar werd verklaard tot het voordeel van de toelage ingesteld bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 betreffende het verlenen van toelagen tot het slopen van ongezonde woningen of wanneer ze als dusdanig werd erkend door het Gewestelijk Comité voor de Huisvesting uit het amtsgebied.

En cas de possession en pleine propriété, cette dérogation ne s'applique toutefois :

a) lorsqu'il s'agit d'un logement surpeuplé, que si le demandeur et/ou son conjoint s'engagent à le mettre en vente dès l'occupation du logement nouvellement construit;

b) lorsqu'il s'agit d'un logement insalubre par nature et non susceptible d'assainissement, que si le demandeur et/ou son conjoint s'engagent à le démolir ou à ne plus le faire servir de logement, à dater de l'occupation du logement nouvellement construit.

Le bourgmestre constate, sans délai, l'observation ou l'inobservation des engagements prévus aux a) et b) du présent article et informe de ses constatations le Ministre ayant le logement dans ses attributions.

Art. 7. Conditions de revenus.

§ 1er. Le demandeur ne peut avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la demande de prime, de revenus dont le montant global excède la somme stipulée à l'article 9, § 2, 1^o, d), compte tenu, le cas échéant, des majorations prévues au § 2, 2^o, du même article.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque les époux sont mariés depuis moins de six ans à la date de la demande de prime, les revenus sont affectés d'un abattement de 40 p.c.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1er, les conditions de revenus ne sont toutefois pas applicables aux ouvriers mineurs réunissant les conditions personnelles requises pour être admissibles au bénéfice des dispositions de l'arrêté du Régent du 13 décembre 1945 portant exécution de l'arrêté-loi du 14 avril 1945 relatif à l'octroi de prêts à faible intérêt aux ouvriers mineurs en vue de l'achat ou de la construction d'une habitation, modifié par l'arrêté du Régent du 10 août 1948, l'arrêté royal du 20 mai 1953, la loi du 27 juin 1956, les arrêtés royaux des 8 mai 1958 et 19 juin 1959, la loi du 26 janvier 1962 et les arrêtés royaux des 29 décembre 1962 et 4 juin 1963.

Le montant de la prime à octroyer à ces ouvriers mineurs est fixé conformément aux dispositions de l'article 9, §§ 1er, 2bis et 4.

Art. 8. Engagements à souscrire.

Le demandeur doit souscrire ainsi que son conjoint, les engagements suivants, qu'ils doivent observer pendant une période ininterrompue de dix années prenant cours à la date de l'arrêté ministériel octroyant la prime :

a) faire construire le logement selon les plans et cahiers des charges approuvés par le directeur provincial de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire;

b) ne pas exécuter des agrandissements impliquant le dépassement des limites prévues à l'article 4, compte tenu de la composition de la famille au moment où ces agrandissements sont exécutés;

c) ne pas procéder à l'aliénation du logement;

d) occuper eux-mêmes le logement;

e) ne pas le donner en location en tout ou en partie;

f) ne pas y exercer un commerce ou une profession, sauf si un local a été réservé à cet effet, conformément à l'article 4;

g) ne pas y installer un débit de boissons, un restaurant ou une auberge;

h) assurer le logement contre l'incendie, la foudre et les explosions, pour la totalité de sa valeur de construction, auprès d'une compagnie belge ou établie en Belgique, et acquitter régulièrement les primes de cette assurance;

i) consentir à la visite du logement par les délégués du Ministre ayant le logement dans ses attributions, chargés, conformément à l'article 14, de constater sur place si les engagements souscrits en vertu du présent article sont observés;

j) consentir, en cas de manquement à l'un ou l'autre de ces engagements, au recouvrement de la prime, majorée, pour la durée du manquement, des intérêts légaux.

Les engagements repris sous c), d) et e) cessent de plein droit en cas de décès du bénéficiaire ou de son conjoint.

Gaat het om een bezit in volle eigendom, dan is deze afwijking enkel van toepassing :

a) wanneer het gaat om een woning die ongezond is wegens overbevolking, indien de aanvrager en/of zijn echtgenoot zich ertoe verbinden ze te koop te stellen zodra het nieuw gebouwd goed wordt in genot genomen;

b) wanneer het gaat om een woning die ongezond is uiteraard en niet kan worden gezondgemaakt, indien de aanvrager en/of zijn echtgenoot zich ertoe verbinden ze te slopen of niet langer als woongelegenheden te laten dienen met ingang van de datum waarop het nieuw gebouwd goed wordt in genot genomen.

De burgemeester stelt zonder verwijl vast of de in a) en b), bepaalde verbintenissen al dan niet zijn nagekomen en deelt zijn vaststellingen mee aan de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort.

Art. 7. Voorwaarden betreffende het inkomen.

§ 1. De aanvrager mag, voor het voorlaatste jaar dat datgene van de premie-aanvraag voorafgaat, geen inkomen genoten hebben dat de som overschrijdt bepaald in artikel 9, § 2, 1^o d, rekening houdend, in voorkomend geval, met de verhogingen bepaald in § 2, 2 van hetzelfde artikel.

In afwijking van het bepaalde bij vorig lid wordt, wanneer de echtgenoten sedert minder dan zes jaar gehuwd zijn op de datum van de premieaanvraag, op het inkomen een aftrek van 40 pct. toegepast.

§ 2. In afwijking van het bepaalde bij § 1, zijn de voorwaarden betreffende het inkomen evenwel niet toepasselijk op de mijnwerkers die de ten opzichte van de persoon zelf gestelde voorwaarden vervullen om de bepalingen te kunnen genieten van het regentsbesluit van 13 december 1945, houdende uitvoering van de besluitwet van 14 april 1945 betreffende het toekennen van leningen tegen lage rente aan de mijnwerkers met het oog op de aankoop of het bouwen van een woning, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 10 augustus 1948, het koninklijk besluit van 20 mei 1953, de wet van 27 juni 1956, de koninklijke besluiten van 6 mei 1958 en 19 juni 1959, de wet van 26 januari 1962 en de koninklijke besluiten van 29 december 1962 en 4 juni 1963.

Het bedrag van de premie toe te kennen aan deze mijnwerkers wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 9, §§ 1, 2bis en 4.

Art. 8. Aan te gane verbintenissen.

De aanvrager moet, evenals zijn echtgenoot, de volgende verbintenissen onderschrijven en ze naleven gedurende een ononderbroken periode van tien jaar die ingaat op de datum van het ministerieel besluit waarbij hem de premie wordt toegekend :

a) de woning laten bouwen naar de plannen en bestekken zoals deze zijn goedgekeurd door de provinciale directeur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening;

b) geen vergrotingen uitvoeren waarbij de grenzen bepaald bij artikel 4, worden overschreden, rekening houdend met de samenstelling van het gezin op de datum van de werken;

c) de woning niet vervreemden;

d) ze zelf bewonen;

e) ze noch geheel, noch gedeeltelijk in huur geven;

f) erin geen handel drijven of een beroep uitoefenen, behoudens indien er, overeenkomstig artikel 4, hiervoor een lokaal bestemd is;

g) erin geen drankhuis, restaurant of herberg inrichten;

h) de woning tegen brand, bliksem en ontploffingen voor haar algehele bouwwaarde bij een Belgische of een in België gevestigde maatschappij verzekeren en regelmatig de premies voor deze verzekering kwijten;

i) het bezoek van de woning toelaten aan de afgevaardigden van de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, ermee belast overeenkomstig artikel 14, ter plaatse vast te stellen of de krachtens dit artikel onderschreven verbintenissen worden nagekomen;

j) ingeval van niet-nakoming van één of meer van die verbintenissen instemmen met de invordering van de premie, verhoogd voor de duur van de niet-nakoming, met de wettelijke intrest.

De onder c, d en e, vermelde verbintenissen vervallen van rechtswege ingeval van overlijden van de begunstigde of van zijn echtgenoot.

Art. 9. § 1er Le montant de la prime est fixé à 60 000 F.

Ce montant est ramené à 32 500 F pour autant que la demande concerne un logement comprenant moins de deux chambres à coucher.

§ 2. Les montants de prime visés au § 1er varient toutefois selon les revenus du demandeur, comme il est dit ci-après :

1° a) 60 000 F et 32 500 F, lorsque les revenus n'excèdent pas 180 000 F;

b) 50 000 F et 27 000 F, lorsque les revenus n'excèdent pas 180 000 F augmentés d'une somme de 10 000 F;

c) 35 000 F et 19 000 F, lorsque les revenus n'excèdent pas 180 000 F augmentés d'une somme allant de 10 001 F à 20 000 F;

d) 20 000 F et 11 000 F, lorsque les revenus n'excèdent pas 180 000 F augmentés d'une somme allant de 20 001 F à 30 000 F.

2° Les maximums de revenus visés au 1° ci-avant sont majorés de 12 000 F par enfant à charge.

§ 2bis. Chacun des montants de prime fixés aux §§ 1er et 2 du présent article est majoré de 20 000 F aux conditions particulières indiquées ci-après :

1° La demande en obtention de la prime visée à l'article 1er doit être introduite entre le 1er septembre 1975 et le 29 février 1976;

2° Le gros œuvre de la maison ou de l'immeuble comprenant l'appartement doit être entamé après le 31 août 1975 et au plus tard douze mois après la date de la notification de l'octroi de la prime.

La date du commencement des travaux est établie au moyen d'une attestation délivrée par le bourgmestre.

3° L'attestation dont il est question à l'article 10 doit être produite dans les vingt-quatre mois à compter de la date de la notification visée au 2° ci-dessus.

§ 3. Les montants de 180 000 F et 12 000 F visés au § 2 sont rattachés à l'indice 108,87 des prix à la consommation.

Ils sont augmentés ou diminués de 2 p.c. à partir du premier jour du deuxième mois suivant la période de deux mois consécutifs pendant laquelle l'indice atteint 111,05 points ou descend à 106,69 points.

Dans la suite, ils sont augmentés ou diminués dans les mêmes conditions, chaque fois que l'indice monte ou descend pendant une période de deux mois consécutifs d'au moins 2,18 points par rapport au chiffre de l'indice qui a justifié, soit l'augmentation précédente, soit la diminution précédente.

Les montants réadaptés en raison des variations de l'indice des prix à la consommation sont arrondis à la centaine supérieure ou à la centaine inférieure, selon que le chiffre des unités atteint ou non cinquante francs.

§ 4. Les montants de prime visés au présent article sont majorés de 20 p.c. pour chacun des enfants à charge du bénéficiaire.

Une prime complémentaire à concurrence de cette dernière majoration est, au surplus, attribuée au bénéficiaire pour l'enfant né dans les trois cents jours de la date de la demande, sur production d'un extrait de l'acte de naissance.

§ 5. Le montant de la prime à octroyer aux ouvriers mineurs visés à l'article 7, § 2, est fixé conformément aux dispositions des §§ 1er, 2bis et 4.

Art. 10. Liquidation de la prime.

La prime n'est liquidée que moyennant production, par le demandeur, d'un certificat du bourgmestre de la commune intéressée attestant que le gros œuvre du logement en cause est terminé.

Art. 11. Durée de validité de la demande de prime et de la promesse d'octroi.

La demande, de même que la promesse d'octroi de la prime deviennent caduques lorsque le gros œuvre n'a pas été achevé dans les trente mois de la date de la demande et que le certificat visé à l'article 10 n'a pas été produit dans le même temps.

Le délai de validité peut toutefois être prorogé de six mois par le Ministre ayant le logement dans ses attributions lorsqu'il estime que l'achèvement du gros-œuvre ou la transmission des documents requis a été retardé de plus de six mois par cas fortuit ou de force majeure.

Art. 9. § 1. Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 60 000 F.

Dit bedrag wordt gebracht op 32 500 F, voor zover de aanvraag betrekking heeft op een woning met minder dan twee slaapkamers.

§ 2. De in § 1, bedoelde premiebedragen schommelen evenwel naargelang van het inkomen van de aanvrager, zoals hierna is bepaald :

1° a) 60 000 F en 32 500 F, wanneer het inkomen niet meer bedraagt dan 180 000 F;

b) 50 000 F en 27 000 F, wanneer het inkomen niet meer bedraagt dan 180 000 F verhoogd met een som van 10 000 F;

c) 35 000 F en 19 000 F, wanneer het inkomen niet meer bedraagt dan 180 000 F verhoogd met een som ten belope van 10 001 F tot 20 000 F;

d) 20 000 F en 11 000 F, wanneer het inkomen niet meer bedraagt dan 180 000 F verhoogd met een som ten belope van 20 001 F tot 30 000 F.

2° De ten opzichte van het inkomen gestelde grenzen in 1° hierboven worden verhoogd met 12 000 F per kind ten laste.

§ 2bis. Elk van de premiebedragen vastgesteld in de §§ 1 en 2 van dit artikel wordt verhoogd met 20 000 F onder de hiernavermelde bijzondere voorwaarden :

1° De aanvraag tot het bekomen van de bij artikel 1 bedoelde premie moet ingediend zijn tussen 1 september 1975 en 29 februari 1976;

2° De ruwbouw van het huis of van het gebouw waarin het appartement gelegen is, moet zijn aangevat na 31 augustus 1975, en ten laatste twaalf maanden na de datum van de notificatie houdende toezegging van de premie.

De datum van de aanvraag der bouwwerken wordt vastgesteld door middel van een attest afgegeven door de burgemeester.

3° Het attest waarvan sprake is in het artikel 10 moet afgegeven zijn binnen vierentwintig maanden te rekenen vanaf de datum van de notificatie, bedoeld in 2° hierboven.

§ 3. De bedragen van 180 000 F en 12 000 F vermeld in § 2, zijn gekoppeld aan het indexcijfer 108,87 der prijzen bij consumptie.

Ze worden met 2 pct. verhoogd of verlaagd vanaf de eerste van de tweede maand volgend op de periode van twee opeenvolgende maanden waarin het indexcijfer 111,05 punten bereikt of tot 106,69 punten daalt.

Vervolgens worden ze in dezelfde voorwaarden verhoogd of verlaagd telkens als het indexcijfer gedurende twee opeenvolgende maanden met minstens 2,18 punten stijgt of daalt, in verhouding tot het indexcijfer dat hetzij de voorafgaande verhoging, hetzij de voorafgaande verlaging gewettigd heeft.

De bedragen, aangepast gevolge de schommelingen van het indexcijfer der prijzen bij consumptie, worden afgerond tot het naasthogere honderdtal of tot het naastlagere honderdtal naargelang dat het cijfer der eenheden, al dan niet, vijftig frank bereikt.

§ 4. De premiebedragen vermeld in dit artikel worden met 20 pct. verhoogd voor ieder kind ten laste van de begunstigde.

Een bijkomende premie ten bedrage van laatstgenoemde verhoging wordt daarenboven aan de begunstigde verleend voor het kind geboren binnen 300 dagen van de datum der aanvraag, tegen overlegging van een uittreksel uit de geboorteakte.

§ 5. Het bedrag van de premie toe te kennen aan de bij artikel 7, § 2, bedoelde mijnwerkers wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van §§ 1, 2bis en 4.

Art. 10. Vereffening van de premie.

De premie wordt slechts vereffend nadat de aanvrager een attest heeft overgelegd waarbij de burgemeester van de betrokken gemeente bevestigt dat de ruwbouw van de desbetreffende woning voltooid is.

Art. 11. Geldigheidsduur van de premieaanvraag en van de toezegging.

De aanvraag en ook de belofte houdende toezegging van de premie vervallen zo de ruwbouw niet voltooid werd binnen een termijn van dertig maanden die ingaat op de datum van de aanvraag en zo het attest waarvan sprake is in artikel 10, niet werd overgelegd binnen dezelfde termijn.

De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort mag de geldigheidsduur evenwel met zes maanden verlengen, wanneer hij oordeelt dat de voltooiing van de ruwbouw of de overzending van de vereiste formulieren met meer dan zes maanden werd vertraagd wegens onvoorzienbare omstandigheden of ten gevolge van een geval van overmacht.

Art. 12. A condition d'y avoir été autorisé par écrit par le demandeur et son conjoint, l'Administration du Logement peut recueillir auprès de l'Administration compétente du Ministère des Finances, les renseignements nécessaires au sujet de leurs revenus.

A la requête du demandeur et de son conjoint, l'Administration compétente de ce dernier Ministère délivre les attestations relatives aux droits qu'ils possèdent dans les biens immeubles, avec indication de la nature et de la quotité de ces droits.

Art. 13. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933, le bénéficiaire de la prime est tenu de rembourser à l'Etat, la prime qui lui a été payée, majorée des intérêts légaux :

1° en cas de déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir la prime accordée par le présent arrêté;

2° en cas de manquement aux engagements souscrits conformément aux dispositions de l'article 6, a) et b), et de l'article 8.

Le Ministre ayant le logement dans ses attributions peut renoncer en tout ou en partie au recouvrement de la prime et des intérêts y afférents, lorsqu'il estime que des circonstances graves et exceptionnelles ont empêché le bénéficiaire de respecter ses engagements.

Art. 14. Le respect par le bénéficiaire des engagements qu'il a souscrits est contrôlé, d'une part, par l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire attaché au Ministère des Travaux publics, pour ce qui concerne l'engagement visé à l'article 8, a), et, d'autre part, par l'Administration du Logement en ce qui concerne les autres obligations reprises à l'article 8.

A la demande des intéressés, le Ministre ayant le logement dans ses attributions peut les délier, en tout ou en partie, de ces mêmes engagements en cas de survenance, dans leur situation, d'un changement grave qu'ils ne pouvaient normalement prévoir au moment de la demande de prime.

Art. 15. La liquidation des sommes dues par l'Etat en exécution du présent arrêté est ordonnée par arrêté ministériel.

Art. 16. Les primes à rembourser à l'Etat, de même que les intérêts y relatifs, sont à verser au Fonds national du Logement inscrit au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Le recouvrement est confié à l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, laquelle agit en conformité avec les dispositions de l'article 3 de la loi domaniale du 22 décembre 1949.

Art. 17. L'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, de logements sociaux et de petites propriétés terriennes, modifié par les arrêtés royaux des 4 février 1968, 22 novembre 1968, 7 juillet 1969, 28 octobre 1971, 17 avril 1972, 3 avril 1973, 2 juillet 1973, 27 juillet 1973 et 28 décembre 1973 est abrogé en ce qui concerne la région flamande.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1975.

Art. 19. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de la Prévoyance sociale, Notre Ministre des Affaires flamandes et Notre Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire et au Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 14 août 1975

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

W. DE CLERCQ

Le Ministre de la Prévoyance sociale, | De Minister van Sociale Voorzorg,

P. DE PAEPE

Le Ministre des Affaires flamandes, | De Minister van Vlaamse Aangelegenheden,

Mme/Mevr. H. DE BACKER-VAN OCKEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Aménagement du Territoire
et au Logement,

De Staatssecretaris voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting,

L. DHOORE

Art. 12. Het Bestuur voor Huisvesting kan, mits daartoe schriftelijk te zijn gemachtigd door de aanvrager en diens echtgenoot, de vereiste inlichtingen betreffende hun inkomen verkrijgen bij de bevoegde administratie van het Ministerie van Financiën.

Op verzoek van de aanvrager en diens echtgenoot geeft de bevoegde administratie van laatstgenoemd Ministerie de attesten af betreffende de rechten die ze in onroerende goederen bezitten, met aanduiding van de aard en het aandeel van die rechten.

Art. 13. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933, is de premiebegunstigde ertoe verplicht de hem betaalde premie aan de Staat terug te storten, verhoogd met de wettelijke intrest :

1° wanneer een onjuiste of onvolledige verklaring werd afgelegd om de bij dit Besluit toegekende bouwpremie ten onrechte te kunnen genieten;

2° wanneer een inbreuk werd gepleegd op de verbintenissen onderschreven overeenkomstig artikel 6, a en b, en artikel 8.

De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, mag, geheel of gedeeltelijk, afzien van de invordering van de premie en de erbij behorende intresten wanneer hij oordeelt dat ernstige en buitengewone omstandigheden de begunstigde verhinderd hebben zijn verbintenissen na te komen.

Art. 14. Het toezicht op het nakomen, door de rechthebbende, van de door hem onderschreven verbintenissen wordt uitgeoefend door het Bestuur van de Stedebouw en de Ruimtelijke Ordening ressorterend onder het Ministerie van Openbare Werken wat betreft de in artikel 8, a, bedoelde verbintenis, eensdeels, en door het Bestuur voor de Huisvesting wat betreft de andere in artikel 8, vermelde verplichtingen, anderdeels.

Op verzoek van de betrokkenen mag de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort hen, geheel of gedeeltelijk, vrijstellen van dezelfde verbintenissen ingeval dat zich in hun toestand een ernstige wijziging voordoet, die ze normaal niet konden voorzien op de datum van de premieaanvraag.

Art. 15. Het bevel tot betaling van de sommen die door de Staat verschuldigd zijn in uitvoering van dit besluit, wordt gegeven bij ministerieel besluit.

Art. 16. Het bedrag van de aan de Staat terug te betalen premies alsmede de erbij behorende intresten dienen gestort te worden ten voordele van het Nationaal Fonds voor de Huisvesting ingeschreven op de begroting van ontvangsten en uitgaven voor orde.

De invordering wordt toevertrouwd aan de administratie van de belasting over de toegevoegde Waarde, Registratie en Domeinen, die handelt overeenkomstig artikel 3 van de domaniale wet van 22 december 1949.

Art. 17. Het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van premies om niet voor het bouwen, door het privaat initiatief, van volkswoningen en kleine landeigendommen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 februari 1968, 22 november 1968, 7 juli 1969, 28 oktober 1971, 17 april 1972, 3 april 1973, 2 juli 1973, 27 juli 1973 en 28 december 1973 wordt, wat het Vlaamse gewest betreft, opgeheven.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1975.

Art. 19. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Voorzorg, Onze Minister van Vlaamse Aangelegenheden en Onze Staatssecretaris voor Ruimtelijke Ordening en Huisvesting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 14 augustus 1975.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,